

France

Afflux d'exilés à Briançon : «On nous rejette de partout»

Dimanche, le local de l'association Refuges solidaires a fermé, débordé par le nombre de migrants venus d'Italie. En majorité afghans, certains ont été accueillis dans l'église de la ville. A rebours de la demande de prise en charge des bénévoles, l'Etat renforce ses effectifs policiers à la frontière.

Par François Carrel Envoyé spécial à Briançon, Photos Julien Bernard



Après deux nuits passées à la gare, ces exilés ont été accueillis dans l'église Sainte-Catherine de Briançon.

Un monceau de couvertures. Plus de 50 migrants ont passé, mardi soir, leur deuxième nuit dans l'église Sainte-Catherine, à Briançon, luttant contre le froid de l'automne grâce aux dons de bénévoles et d'habitants. Ils viennent d'Iran, d'Afghanistan ou du Maghreb et ont franchi à pied la frontière montagneuse qui sépare l'Italie et la France, à quelques encablures de la sous-préfecture des Hautes-Alpes.

Dans la nuit de mardi à mercredi, ils étaient trois fois moins que la veille à dormir dans l'édifice religieux, après plusieurs jours de tension. Car dimanche, les solidaires locaux, qui assurent seuls depuis des années l'accueil et l'hébergement d'urgence des exilés, ont dû se résoudre à l'impensable : fermer les portes de leur tout nouveau local d'accueil, les Terrasses solidaires, ouvert en août. Capacité d'accueil officielle de l'établissement : 81 places. Or, près de 250 exilés s'y

entassaient dans la nuit de samedi à dimanche.

«Ce n'était tout simplement plus possible, on se marchait dessus, la sécurité était impossible à assurer, tranche Max Duez, l'un des responsables de l'association Refuges solidaires qui gère le lieu. Nous sommes à l'image d'un bateau de secours en mer, comme l'Aquarius, et notre ligne de flottaison était dépassée : nous allions couler. C'est trop lourd, nous demandons de l'aide. L'Etat a la responsabilité de la mise à l'abri des personnes ; il faut un autre lieu d'accueil disponible.»

Le local fermé, les exilés, arrivés après des heures de marche sur lessentiers d'altitude pour échapper aux forces de l'ordre françaises, ont afflué vers la gare SNCF de Briançon. Faute de pouvoir aussitôt quitter la ville, 230 d'entre eux y ont passé la nuit, pourvus en couvertures et ravitaillement par les Refuges solidaires. Seuls quelques dizaines d'exilés ont réussi à quitter Briançon dans la journée de lundi. *«Il y a beaucoup moins de trains depuis que la ligne Gap-Valence est en travaux, il faut prendre des bus, avec des réservations sur Internet, des pass sanitaires, c'est complexe pour les migrants»*, explique Jean Gaboriau, membre du conseil d'administration de Refuges solidaires. Pour ne rien arranger, lundi, les guichets de la gare sont restés fermés.

Du côté des autorités, la préfète des Hautes-Alpes, Martine Clavel, a dénoncé la *«décision unilatérale»* de l'association, fustigeant *«une politique du fait accompli destinée à faire pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils se plient à leurs exigences, ce qui n'est pas acceptable»*. La décision ne s'est pas fait attendre : envoi de renforts de force de l'ordre sur place *«afin d'éviter que de nouveaux migrants viennent grossir les rangs de ceux qui occupent la gare»*.

Lundi, ils étaient donc encore 150 à s'apprêter à dormir dans la gare. L'arrivée de gendarmes mobiles et la perspective d'une évacuation assortie d'interpellations et de reconduites à la frontière les a effrayés. Etc'est finalement le curé de Briançon, Jean-Michel Bardet, qui a leur a ouvert les portes de son église Sainte-Catherine, en accord avec l'évêque de Gap, M^{gr} Xavier Malle. A minuit, la gare était vide, l'église pleine.

«Faire baisser la pression»

Jean-Michel Bardet raconte : *«Au regard de la tension qui montait et de la suspicion d'intervention policière, il nous a semblé que cette ouverture temporaire serait un sas à même de faire baisser la pression.»* La salle paroissiale Sainte-Thérèse, qui jouxte l'église, est mise à la disposition des familles de migrants avec enfants depuis des années. *«Nous avons simplement étendu le geste habituel de l'Eglise, lieu de refuge et d'apaisement»*, ajoute le curé.

La décrue s'est poursuivie mardi et mercredi. Grâce à des bus affrétés par la préfecture, 82 migrants ont pu quitter Briançon pour Lyon ou Marseille. Sans pass sanitaire et avec la garantie, négociée par l'évêque en personne, qu'il n'y aurait pas d'interpellations à l'arrivée. Méfiants malgré tout, plusieurs dizaines d'exilés ont préféré partir par des bus de lignes régulières, munis de billets et de pass décrochés non sans mal grâce à l'aide des Refuges et de Médecins du monde.

En parallèle, les autorités ont renforcé le bouclage de la frontière : deux escadrons de gendarmes mobiles supplémentaires ont été envoyés sur place, soit 220 personnes, pour venir en soutien de la police aux frontières (PAF). Résultat, le flux quotidien d'environ 40 migrants arrivant d'Italie est tombé à une dizaine tout au plus lundi et mardi. Mercredi, le directeur national de la PAF en compagnie de Martine Clavel étaient en visite au poste de Montgenèvre pour *«apporter appui technique et conseils pour la meilleure gestion de la situation migratoire»*.

Madhi, Afghan de 16 ans, venu d'Iran où sa famille est réfugiée, a réussi à passer en France mardi avec un copain : *«On a marché six heures. Nous avons vu la police mais on s'est échappés par la montagne. Les autres qui étaient partis avec nous ne sont pas passés.»* Filiforme et vêtu d'un jogging, Madhi sourit. Il lâche dans un anglais très approximatif : *«Je suis vraiment content d'être enfin arrivé ici : je suis sur la route depuis trois ans et je voudrais aller à Zurich, en Suisse, où j'ai des amis.»*

Depuis janvier, le nombre de migrants qui passent par Briançon est en très forte hausse, dépassant largement les chiffres des cinq dernières années. *«Plus de 1 000 personnes arrivent chaque mois depuis cet été, entre 40 et 60 chaque jour, nous n'arrivons plus à compter... Et cela continue d'augmenter»*, se désole Michel Rousseau, de l'association briançonnaise Tous migrants, qui assure le soutien aux bénévoles des Refuges et se charge d'interpeller pouvoirs publics et riverains.

Entre janvier et fin juillet, le bilan dressé par l'association dépassait les 3 000 personnes, dont 1 451 Afghans, 665 Maghrébins (Maroc et Algérie) et 528 Iraniens. Ce qui témoigne d'une profonde modification des flux de migrations. En 2018, dernier pic de passage par Briançon, les migrants venaient essentiellement de Côte-d'Ivoire, de Guinée Conakry et du Mali. La proportion de familles traversant les Alpes augmente aussi régulièrement : en juillet, pour 803 personnes passées par le refuge de Briançon, il y avait 60 femmes et 64 enfants de moins de 13 ans.

«Le surnombre actuel d'exilés, la présence accrue de familles, la complexité de la situation sanitaire et des transports, le barrage de la langue avec ces populations non francophones, la présence d'un petit nombre de délinquants qui créent de l'insécurité au sein du refuge...» énumère Michel Rousseau, qui se dit démuni devant cette combinaison de facteurs. Et ajoute : *«La préfète a pour unique réponse la militarisation de la frontière et un discours sur les exilés indésirables, dont nous serions complices !»*

De fait, la préfecture n'a pas hésité à enfoncer le clou mardi soir dans un communiqué, accusant à mots à peine voilés les bénévoles d'être responsables de cet afflux. Il s'explique, selon elle, par deux facteurs : *«la reprise des flux migratoires à travers l'Europe par la route des Balkans, avec un niveau se rapprochant de celui de 2019»* et *«l'accroissement de l'offre d'hébergement des Terrasses solidaires, offre bien identifiée des réseaux de passeurs»*.

Une mise en cause qui met hors de lui Max Duez, de Refuges solidaires : *«Il faut arrêter avec cette thèse de "l'appel d'air". Nous ne sommes que des gardiens d'un refuge, nous n'avons ni choisi ni appelé les migrants chez nous !»* Michel Rousseau renchérit : *«Il est absurde de penser que l'augmentation des flux est liée à la présence de bénévoles à Briançon. Sinon, pourquoi les exilés continueraient à tenter de passer par Vintimille ou par la Savoie, où il y a plus de refus d'entrée que dans les Hautes-Alpes, malgré l'absence*

de refuges ? C'est une mystification qui vise à discréditer les bénévoles qui pallient les carences de l'Etat !»

«La frontière alpine reste poreuse»

D'ailleurs, Madhi, le jeune Afghan, l'assure : s'il a choisi de passer la frontière à Montgenèvre, au-dessus de Briançon, c'est uniquement sur les conseils *«d'un cousin passé par ici qui [lui] a envoyé toutes les infos»*. Il connaissait bien l'existence d'une *«safe house»* (un refuge) à Briançon, mais il n'a pas eu recours au service d'un passeur. Idem pour Hossein, 20ans, Kurde d'Iran sur les routes depuis plus de dixans, arrivé la semaine dernière. Il a passé la frontière à Montgenèvre du premier coup avec ses quatre frères, sa sœur et ses trois enfants, sans être arrêtés. Après avoir transité dans tous les pays des Balkans, ils ont séjourné ces dernières semaines dans un camp en Slovénie, puis dans un autre refuge en Italie. Leur objectif ? Paris puis Calais, dans l'espoir de rallier le Royaume-Uni : *«Nous, les Kurdes, nous sommes persécutés en Iran. On nous rejette de partout !»*

«Ces personnes passent ici parce que c'est une décision de survie, pas parce qu'ils savent qu'il y a des bénévoles qui vont les abriter quelques heures, quelques jours», insiste Michel Rousseau. *«Jamais cette frontière n'a été autant surveillée, et pourtant les exilés finissent tous par réussir le passage, abondamment aidés par des maraudeurs montagnards, qui portent secours aux exilés en altitude. La frontière alpine reste poreuse, quel que soit le dispositif disproportionné et onéreux que l'Etat mettra en place.»*

Ils sont plusieurs jeunes militants venus de toute la France pour assurer une bonne partie du travail de terrain aux côtés des bénévoles locaux. L'un d'eux ne cache pas son exaspération : *«Notre signal d'alarme sur la situation d'urgence de l'accueil est en train d'être transformé par l'Etat en : "Il faut les empêcher de passer la frontière." Cet hiver, les exilés prendront toujours plus de risques pour passer plus loin et plus haut.»*

Même si les derniers jours ont été rudes, les associations n'excluent pas de rouvrir prochainement l'accueil au refuge. Ils parlent d'une *«vraie discussion»* engagée avec la sous-préfète de Briançon, Hélène Lestarquit, qui leur permettrait d'*«entrevoir une issue favorable»*. L'Etat s'engagerait-il aux côtés des Refuges solidaires ? Pour l'instant, son action a uniquement contribué à évacuer les migrants du centre de Briançon. Mercredi soir, ils n'étaient plus qu'une poignée devant l'église Sainte-Catherine.